



**PRÉFET  
DE L'AUDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
d'Occitanie**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° DREAL-UID11/66-C3-2023-013**

**prescrivant à la société ONYX Languedoc-Roussillon des actions complémentaires de remise en état et de surveillance de la décharge d'ordures ménagères réaménagée de "La Cavayère", située sur le territoire des communes de CARCASSONNE et PALAJA**

**LE PRÉFET DE L'AUDE,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**Vu** le code de l'environnement, notamment les articles L.511-1, L.512-17, L.515-12, R.181-45, R.512-39-5, R.515-31-1 à R.515-31-7 ;

**Vu** la nomenclature des installations classées annexée à l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

**Vu** le décret du 17 février 2021 portant nomination de Monsieur Thierry BONNIER en qualité de préfet de l'Aude ;

**Vu** le décret du 4 juillet 2022 portant nomination de Madame Lucie ROESCH en qualité de secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, sous-préfète de Carcassonne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° DPPPAT-BCI-2022-036 donnant délégation de signature à Madame Lucie ROESCH, secrétaire générale de la préfecture de l'Aude ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 12 septembre 1986 autorisant la Compagnie Générale d'Entreprises Automobiles (C.G.E.A.) à exploiter une décharge contrôlée d'ordures ménagères sur les territoires des communes de CARCASSONNE et PALAJA au lieu-dit « La Cavayère » ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 98-1708 du 7 juillet 1998 relatif à la fermeture et au réaménagement du site de la décharge contrôlée d'ordures ménagères de « La Cavayère » sur les communes de CARCASSONNE et PALAJA ;

**Vu** l'attribution des obligations liées à ce site à la filiale ONYX Languedoc-Roussillon du groupe C.G.E.A. ;

**Vu** le procès verbal de récolement en date du 23 octobre 2000 établi par l'inspection des installations classées faisant état de la conformité des travaux de réaménagement et de l'obligation de suivi sur une période minimale de 5 ans en application de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 1998 susvisé ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2007-11-1776 en date du 16 juillet 2007 prescrivant à la Société ONYX Languedoc-Roussillon des actions complémentaires de remise en état et de surveillance de la décharge d'ordures ménagères réaménagée de « La Cavayère » située sur le territoire des communes de CARRAS et de PALAJA ;

**Vu** le rapport quinquennal en date du mois de juin 2013 de la société ONYX Languedoc-Roussillon dressant le bilan de suivi pour la période 2008-2012 ;

**Vu** le rapport quinquennal dressant le bilan de suivi post-exploitation pour la période 2014-2019, transmis par la société ONYX Languedoc-Roussillon (VEOLIA) par courrier du 17 mai 2021 ;

**Vu** le rapport de suivi post-exploitation pour la période 2020-2021, transmis par la société ONYX Languedoc-Roussillon (VEOLIA) par courrier électronique du 11 mars 2022 ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 23 septembre 2022, suite à la visite sur site de l'ancienne décharge de « La Cavayère » en date du 27 avril 2022 ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 23 janvier 2023 ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral transmis à l'exploitant en date du 27 janvier 2023 ;

**Vu** les observations de l'exploitant en date du 2 février 2023 en réponse à la transmission susvisée ;

**Considérant** les éléments figurant dans les rapports de la société ONYX Languedoc-Roussillon relatifs au bilan quinquennal du suivi post-exploitation pour la période 2014-2019, et au suivi post-exploitation pour la période 2020-2021 ;

**Considérant** les dispositions relatives à la surveillance du site prescrites par l'arrêté préfectoral susvisé du 7 juillet 1998 ;

**Considérant** les incertitudes résiduelles concernant la stabilité de tout ou partie des massifs de déchets et des talus de fermeture de la décharge, au regard du déficit partiel de surveillance dans les contrôles géotechniques depuis 2018 ;

**Considérant** le manque de traçabilité des opérations périodiques de recherche d'éventuelles fuites de lixiviats non drainés au droit des talus de fermeture de la décharge et des digues des bassins de collecte des lixiviats ;

**Considérant** les débits significatifs de rejet d'effluents vers le milieu naturel et la qualité de ces eaux résiduaires ;

**Considérant** que le programme de surveillance nécessite d'être poursuivi afin de s'assurer de l'absence d'impact notable pour l'environnement de l'ancienne décharge ;

**Considérant** qu'il y a lieu de préciser et fixer ce programme de surveillance, pour une nouvelle période quinquennale, selon des dispositions complémentaires, afin de protéger les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** par ailleurs que la nature de l'installation (ancienne décharge) justifie d'envisager l'institution, sur tout ou partie du site, des servitudes d'utilité publique prévues par l'article L.515-12 du code de l'environnement ;

**Considérant** qu'en application de l'article R.512-39-5 du code de l'environnement, pour les installations ayant cessé leur activité avant le 1er octobre 2005 le préfet peut imposer à tout moment à l'exploitant, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R.181-45, les prescriptions nécessaires à la

protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1, en prenant en compte un usage du site appartenant à la même catégorie de la typologie des usages prévue au I de l'article D. 556-1 A que celui de la dernière période d'exploitation de l'installation ;

**Considérant** qu'il convient donc de prescrire à l'exploitant, la société ONYX Languedoc-Roussillon, la prolongation du programme de surveillance de la décharge réaménagée de « La Cavayère » pour une durée minimale de 5 ans, ainsi que la fourniture d'un projet de servitudes d'utilité publique, dans les formes prévues par l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

**Considérant** enfin que les prescriptions proposées pour le programme de surveillance sont très comparables à celles déjà fixées dans l'arrêté préfectoral susvisé du 7 juillet 1998 pour la précédente période de surveillance, il n'apparaît donc pas nécessaire de recueillir l'avis facultatif du CODERST, tel que rendu possible par l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

**Sur proposition** de la Secrétaire Générale de la préfecture de l'Aude ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 : Programme de surveillance**

La société ONYX Languedoc-Roussillon, ci-après dénommée « l'exploitant », dont le siège social est situé 765 avenue Henri Becquerel, 34000 MONTPELLIER, poursuit un programme de surveillance complémentaire de la décharge réaménagée de « La Cavayère » située sur le territoire des communes de CARCASSONNE et PALAJA au lieu-dit « La Cavayère », pendant une durée minimale de 5 années suivant la notification du présent arrêté.

Ce programme de surveillance comprend notamment :

- Annuellement :
  - un suivi géotechnique du site permettant de contrôler la stabilité des talus et le profil nécessaire à la bonne gestion des eaux pluviales ;

Avant la première campagne annuelle, la pertinence du dispositif de contrôle devra être analysée et justifiée (nombre de profils contrôlés, nombre de points de mesure, représentativité). Si nécessaire, le dispositif est complété par des points de mesures supplémentaires, et les points défaillants sont remplacés.  
Le premier bilan annuel de la surveillance (tel que prévu à l'article 2), intégrera une analyse de la pertinence du dispositif de contrôle géotechnique.
  - un contrôle de l'état des sédiments du milieu récepteur direct par le biais d'un prélèvement effectué à environ 50 m à l'aval du point de rejet du drain collecteur des fuites des digues des bassins de collecte des lixiviats ;

l'analyse doit porter a minima sur les paramètres : métaux totaux, fer total. Un point zéro servant de comparatif doit être effectué sur un prélèvement de sédiments réalisé sur un affluent du ruisseau des Combarelles non affecté par la décharge. La pertinence, la localisation et la représentativité du point zéro choisi devra être explicitée et justifiée dans le premier bilan annuel de la surveillance (tel que prévu à l'article 2).

- Semestriellement :
  - une recherche et résorption d'éventuelles fuites de lixiviats non drainées, au droit des talus de fermeture de la décharge et des digues des bassins de collecte des lixiviats ;
  - l'entretien du système de collecte des lixiviats et des eaux pluviales (fossés, bassins, déversoir du bassin des eaux pluviales) ;
- Trimestriellement :
  - un contrôle du rejet des eaux drainées en pied de digue des bassins de collecte des lixiviats portant à minima sur les paramètres : DCO, DBO5, azote total, métaux totaux ;

En cas de dépassement significatif des valeurs ci-après, une mesure complémentaire de contrôle est réalisée dans les meilleurs délais, ces informations sont portées à la connaissance de l'inspection des installations classées.

Le rejet des eaux drainées en pied de digue des bassins de collecte des lixiviats respecte les valeurs limites de concentration suivantes :

- DCO : 300 mg/l ;
- DBO5 : 100 mg/l ;
- azote total : 30 mg/l lorsque le flux journalier est susceptible d'être supérieur à 50 kg ;
- fer total : 5 mg/l.

En dehors de ce rejet et de celui issu du bassin de décantation des eaux pluviales, tout autre rejet est interdit.

- En continu :
  - une mesure du débit de rejet des eaux drainées en pied de digue des bassins de collecte des lixiviats

Cette mesure fait l'objet d'un enregistrement à distance, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

## **ARTICLE 2 – Bilan annuel de la surveillance**

A compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées, durant le premier trimestre de l'année N+1, un bilan de la surveillance réalisée durant l'année N.

Ce bilan rend compte notamment de la réalisation de l'ensemble des dispositions prévues à l'article 1 du présent arrêté, y compris les actions d'entretien et de recherche de fuites éventuelles. Il mentionne les dispositions prises, prévues ou proposées pour répondre à toute situation anormale relevée.

### **ARTICLE 3 – Bilan quinquennal de la surveillance**

A l'issue de la période de suivi de 5 ans à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un mémoire sur l'état du site, accompagné d'un plan topographique à jour, d'une appréciation de l'impact du site sur son environnement et d'une proposition argumentée des suites à donner au réaménagement de la décharge et à sa surveillance (prolongement ou arrêt).

Ce mémoire intègre un bilan de la surveillance réalisée durant la période de suivi de 5 ans, basé notamment sur la réalisation des dispositions prévues à l'article 1 du présent arrêté.

En fonction du contenu de ce mémoire et des propositions étayées de l'exploitant, l'inspection des installations classées apprécie les suites à donner au programme de surveillance quinquennal.

### **ARTICLE 4 – Contrôles complémentaires**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus par le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander à l'exploitant que des prélèvements (sur les rejets, sur les eaux des bassins, sur les sols, sur les sédiments...) et analyses soient effectués par un organisme reconnu compétent, et si nécessaire agréé à cet effet, en vue de vérifier le respect des actions de remise en état ou si la situation environnementale le justifie.

### **ARTICLE 5 – Restrictions d'usage**

Conformément à l'article L.515-12 du code de l'environnement et aux articles R.515-31-1 à R.515-31-7 du même code, la société ONYX Languedoc-Roussillon propose au préfet, dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté, un projet définissant les servitudes d'utilité publique à instituer sur tout ou partie de la décharge réaménagée de « La Cavayère », située sur le territoire des communes de Carcassonne et Palaja.

Ce projet définit les servitudes de nature à parer aux risques liés à la pollution du sol et du sous-sol, et à la présence de déchets. Il tient compte du réaménagement réalisé. Il doit être établi de manière notamment à :

- éviter les usages du sol ou du sous-sol qui ne sont pas compatibles avec la pollution qui affecte celui-ci et à la présence de déchets, interdire l'implantation de constructions et d'ouvrages susceptibles de nuire à la conservation de la couverture du site, à son contrôle et au maintien des déchets en place ;
- fixer si nécessaire les précautions préalables à toute intervention ou travaux sur le site ;
- prévoir en cas de besoin l'entretien et la surveillance du site, notamment en protégeant les moyens de collecte et de traitement des lixiviats, et les dispositifs de surveillance.

Ces servitudes peuvent autant que de besoin limiter l'usage du sol du site.

### **ARTICLE 6 - Frais**

Les frais inhérents à l'application des dispositions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **ARTICLE 7 – Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré auprès de la juridiction administrative compétente (tribunal administratif de Montpellier) :

1°) par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2°) par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;
- b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Par ailleurs, conformément à l'article R.181-51 du code de l'environnement, lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre la présente décision, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L.411-6 et L.122-1 du code des relations entre le public et l'administration.

## **ARTICLE 8 – Affichage et publicité**

Conformément aux dispositions des articles R.181-44 et R.181-45 du code de l'environnement :

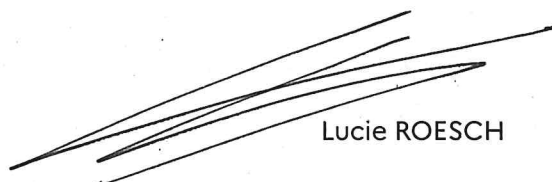
- ☐ une copie du présent arrêté est déposée en mairies de Carcassonne et Palaja et pourra y être consulté ;
- ☐ un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Carcassonne et Palaja pendant une durée minimum d'un mois. Les maires feront connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de l'Aude, l'accomplissement de cette formalité ;
- ☐ le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de 4 mois.

## **ARTICLE 9 – Exécution et notification**

La Secrétaire Générale de la préfecture de l'Aude, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement – chargé du service de l'inspection des installations classées, les Maire des communes de Carcassonne et Palaja, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est notifié administrativement ainsi qu'à la société ONYX Languedoc-Roussillon, dont le siège social est situé 765 avenue Henri Becquerel, 34000 MONTPELLIER.

Fait à Carcassonne, le 16 mai 2023

Pour le Préfet, et par délégation,  
la Secrétaire Générale de la Préfecture,



Lucie ROESCH